

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget, le 22 juin 2000, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un avant-projet de loi "portant des dispositions sociales, budgétaires et diverses", a donné le 26 juin 2000 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 22 juni 2000 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "houdende sociale, budgettaire en andere bepalingen", heeft op 26 juni 2000 het volgende advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par la loi du 4 août 1996, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

"(l'urgence est motivée) ... door de omstandigheid dat het voorontwerp in talrijke maatregelen voorziet die een correcte uitvoering van de begroting 2000 moeten garanderen zoals onder meer maatregelen in de overheids-pensioenen. Om deze reden heeft de Regering trouwens beslist zich te beroepen op artikel 80 van de Grondwet teneinde voor het zomerreces van de Wetgevende Kamers de parlementaire behandeling te kunnen voltooien.

Hoewel de volledige tekst van het voorontwerp van wet u reeds vroeger toegezonden werd (document nr. L. 30.265/2), heeft de afdeling wetgeving over Hoofdstuk I van Titel II nog geen advies kunnen geven vermits het protocol dat het einde van de syndicale onderhandeling vaststelt, haar niet tijdig bereikte."

*

* *

Observations générales

1. Invité à donner son avis dans un délai ne dépassant pas trois jours, le Conseil d'Etat n'a pas été en mesure d'apprécier la conformité des règles en projet avec les principes constitutionnels de l'égalité et de la non-discrimination.

Il appartient, dès lors, aux Chambres législatives de vérifier cette conformité, plus particulièrement en ce qui concerne les articles 2 et 6 du projet qui définissent

.../...

le champ d'application des nouvelles mesures en matière de compléments de pension.

2. Les nouvelles mesures en projet qui accordent des compléments de pensions (articles 3 et 5 du projet) et qui soustraient, pour le calcul de la pension de retraite, les périodes de congé préalable à la mise à la retraite (article 9 du projet), sont susceptibles d'avoir des incidences sur les politiques menées par les entités fédérées.

En effet, au vu du champ d'application de ces mesures, sont concernés les agents des ministères des régions et des communautés ainsi que certains membres du personnel des organismes d'intérêt public relevant de ces entités fédérées.

2.1. En incitant les fonctionnaires à rester au sein de la fonction publique jusqu'à l'âge de 65 ans en leur octroyant dans ce but des compléments de pensions, les régions et les communautés vont devoir assumer, sur le plan budgétaire, une masse salariale plus importante.

La loi spéciale du 27 avril 1994 instaurant une contribution de responsabilisation en matière de pension de retraite à charge de certains employeurs du secteur public a notamment prévu que la contribution de responsabilisation de base, propre à chaque pouvoir, c'est-à-dire l'Etat, les communautés et les régions, est établie à partir de la masse salariale du personnel de ces pouvoirs.

.../...

Ainsi que l'a expliqué le représentant du ministre, les nouvelles mesures auront bien des répercussions sur la masse salariale des entités fédérées et le mécanisme de responsabilisation en matière de pension de retraite sera revu ultérieurement.

2.2. Par ailleurs, en ce qui concerne la section II du Chapitre Ier du Titre II de la loi en projet, le commentaire indique que plusieurs autorités ont pris des mesures pour organiser le "congé préalable à la mise à la retraite".

De telles mesures ont notamment été mises en oeuvre pour les militaires, pour des enseignants, pour les pompiers ou encore pour le personnel de certains organismes d'intérêt public des régions et des communautés.

Les entités fédérées sont intervenues en ce domaine puisqu'elles maîtrisent les règles du statut administratif de leurs agents.

Elles ont notamment accordé un tel congé aux agents astreints à des tâches physiques lourdes que ceux-ci ne sont plus en mesure d'assumer en raison du vieillissement ou pour des circonstances médicales.

Les dispositions en projet ont pour effet de décourager la mise en oeuvre de ces "départs anticipés" car désormais "le congé préalable à la mise à la retraite ne sera plus pris en considération pour le droit et pour le calcul de la pension".

.../...

Il convient, toutefois, de souligner que ces congés préalables à la mise à la retraite organisés par les communautés et les régions, ont été approuvés par l'autorité fédérale sur la base de l'article 42 de l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux.

En vertu de cet article, les dispositions du statut qui placent les agents absents dans une position administrative leur conservant le droit au traitement, à l'avancement de traitement, à l'ancienneté administrative ou les titres à la promotion sont préalablement approuvées par l'autorité fédérale compétente en matière de pensions.

Sans cette approbation, les entités fédérées ne peuvent pas prendre de telles mesures.

2.3. Si l'Etat fédéral reste compétent pour définir le régime de pension, non seulement de l'ensemble du personnel relevant de sa fonction publique, mais également du personnel des administrations des communautés et des régions, il convient cependant de souligner que les mesures en projet auront des répercussions pour les communautés et les régions et pourront contraindre celles-ci à revoir les politiques qu'elles ont adoptées en terme de gestion de leur personnel statutaire en ayant notamment recours à différents régimes de congés préalables à la mise retraite.

Bien que la mesure projetée ne soit rendue applicable que pour les périodes de congé préalable à la mise à la retraite postérieures au 1er janvier 2010 (article 9 du projet), l'attention du Gouvernement ainsi que des Chambres législatives est néanmoins attirée sur le contrôle de

.../...

proportionnalité (1) auquel se livre la Cour d'arbitrage lorsqu'elle est saisie d'un conflit de compétence.

Ainsi, dans plusieurs arrêts, cette Cour a décidé qu'un décret ou une ordonnance bien qu'intervenant dans les matières confiées aux entités fédérées, ne pouvait rendre impossible ou exagérément difficile la mise en oeuvre des compétences fédérales, le même raisonnement valant également pour les initiatives de l'autorité fédérale par rapport aux politiques confiées aux entités fédérées.

Une nouvelle fois, vu le délai de trois jours qui lui est imparti, le Conseil d'Etat n'est pas en mesure d'opérer ce contrôle de proportionnalité à titre préventif.

3. Compte tenu du même délai, il n'a également pas été possible au Conseil d'Etat de vérifier dans quelle mesure d'autres textes législatifs ayant trait aux régimes des pensions dans le secteur public devraient être adaptés compte tenu des mesures en projet.

Il appartient, dès lors, aux auteurs du projet de vérifier si les nouvelles mesures s'insèrent correctement et de manière cohérente dans l'ordonnancement juridique existant.

(1) A. Alen, "Handboek van het Belgisch Staatsrecht", 1995, Kluwer rechtswetenschappen, n° 368, pp. 344-345; M. Uyttendaele, "Regards sur un système institutionnel paradoxal - Précis de droit public belge", 1997, Bruylant, pp. 931-932.

Observations particulières

Dispositif

Article 2

1. Interrogé sur l'application des compléments de pensions aux militaires et aux gendarmes, le représentant du ministre a expliqué que, bien que ces personnes aient des pensions de retraite à charge du Trésor public, ils ne sont cependant pas visés.

En effet, ces agents n'ont pas une carrière complète jusqu'à l'âge de 65 ans, leur mise à la retraite intervenant généralement plus tôt.

Il serait souhaitable que le commentaire de l'article 2 du projet explicite pour quelle raison objective ces deux catégories d'agents ne bénéficient pas des compléments de pensions bien qu'ils exercent des fonctions qui peuvent être considérées comme contraignantes.

2. En vertu du 2°, a), en projet, le régime des compléments de pensions que le projet consacre, concernera le personnel statutaire "des provinces, des communes, des centres publics d'aide sociale, des associations de communes et des commissions communautaires".

2.1. Pour ce qui concerne le personnel statutaire des centres publics d'aide sociale, il convient d'avoir égard à l'article 5, § 1er, II, 2°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

.../...

Aux termes de cette disposition, certaines matières de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale ont été confiées aux communautés alors que d'autres mentionnées dans les articles 1er et 2 ainsi que dans les chapitres IV, V et VII de la même loi, sont restées de la compétence du législateur fédéral.

L'article 42, alinéa 9, de la loi du 8 juillet 1976, précitée, prévoit que

"la loi du 25 avril 1933 relative à la pension du personnel communal est applicable aux agents des centres publics d'aide sociale.".

Or, cette disposition est intégrée dans le Chapitre III de la loi du 8 juillet 1976, précitée, qui est désormais de la compétence des communautés.

Il n'appartient, dès lors, plus au législateur fédéral d'intervenir dans le régime des pensions du personnel statutaire des centres publics d'aide sociale (1).

En conséquence, la disposition en projet ne peut viser ce personnel.

(1) On relèvera que tant la Région wallonne, compétente en vertu du décret du 22 juillet 1993 (II) attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, que la Communauté germanophone ont pris des décrets modifiant notamment l'article 42, alinéa 9, de la loi du 8 juillet 1976, précitée (voir en ce sens le décret de la Région wallonne du 2 avril 1998 - Moniteur belge du 28 avril 1998 ainsi que le décret de la Communauté germanophone du 2 mai 1995 - Moniteur belge du 30 décembre 1995).

2.2. Une observation du même ordre vaut pour le personnel statutaire des associations de communes. En effet, aux termes de l'article 6, § 1er, VIII, de la loi spéciale du 8 août 1980, précitée, les régions sont compétentes pour fixer les règles régissant les associations de provinces et de communes dans un but d'utilité publique.

La loi spéciale ne contenant aucune exception réservant la compétence de l'autorité fédérale pour établir notamment le régime des pensions du personnel statutaire des intercommunales, il convient de reconnaître la compétence des régions en cette matière.

En conséquence, la disposition en projet doit également omettre de son champ d'application le personnel statutaire des intercommunales.

2.3. Pour ce qui concerne le personnel statutaire des commissions communautaires, il convient de faire une distinction parmi celles-ci.

- a) Pour la Commission communautaire française, en application du décret du 22 juillet 1993 (III) attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, l'article 87 de la loi spéciale du 8 août 1980, précitée, lui a été rendu applicable.

Ce qui signifie que le personnel de la Communauté française qui lui a été transféré reste notamment soumis aux principes de l'article 87, § 3, précité, en vertu duquel il appartient à la Commission communautaire française de fixer leur statut administratif et pécuniaire à l'exception des règles relatives aux pensions.

.../...

Pour le régime des pensions, ces agents restent soumis aux règles légales et statutaires applicables au personnel définitif, temporaire et auxiliaire de l'Etat.

Ces agents transférés peuvent être visés par les nouvelles mesures envisagées par la loi en projet. Toutefois, ils sont déjà compris dans le 1° de l'article 2 du projet qui rend applicable les nouvelles mesures "aux pensions de retraite à charge du Trésor".

- b) Toutefois, la Commission communautaire française comprend également du personnel qui lui a été transféré soit en vertu de l'article 79, § 2, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, pour les membres du personnel des commissions de la culture, soit en vertu de l'article 79bis de la même loi, pour les membres du personnel de l'ancienne province de Brabant.

Ces transferts ont été assortis de garanties en matière de pension.

Pour les membres du personnel des anciennes commissions de la culture, l'article 79, § 2, alinéa 2, de la loi spéciale du 12 janvier 1989, précitée, fait référence aux alinéas 3 à 7 de l'article 56 de la même loi qui assure à ces agents un montant garanti pour leur pension.

Pour les anciens agents de la province de Brabant, il faut se reporter à l'article 92bis, § 4quater, alinéa 5, de la loi spéciale du 8 août 1980, précitée, qui prévoit la conclusion d'un accord de coopération.

.../...

Pour ces deux catégories de personnel, c'est la Commission communautaire française qui, conformément à l'article 79, § 1er, de la loi spéciale du 12 janvier 1989, précitée, doit fixer leur statut administratif et pécuniaire en ce compris leur régime de pension et ce dans le respect des garanties qui leur ont été accordées dans le cadre de leur transfert.

- c) Le même raisonnement doit être tenu pour ce qui concerne le personnel statutaire de la Commission communautaire commune et celui de la Commission communautaire flamande, l'article 87, § 3, de la loi spéciale du 8 août 1980, précitée, ne leur ayant pas été rendu applicable.

2.4. Il ressort de ce qui précède qu'à l'exception des membres du personnel statutaire de la Commission communautaire française transférés à celle-ci par la Communauté française et du personnel enseignant transféré de l'ancienne province de Brabant (1), il n'appartient pas au législateur fédéral d'imposer aux commissions communautaires les nouvelles mesures en projet, ces commissions ayant la maîtrise du régime des pensions de leur personnel statutaire.

Ainsi qu'il ressort des explications du représentant du ministre, la Commission communautaire française a opté pour un régime propre pour certaines catégories de son personnel en concluant un accord avec la SMAP; quant à la Commission communautaire flamande, elle s'est affiliée au régime de pensions des pouvoirs locaux.

(1) Pour ce qui concerne les enseignants, l'article 127, § 1er, alinéa 1er, 2°, c), de la Constitution consacre la compétence du législateur fédéral pour déterminer leur régime de pensions.

Ces régimes n'impliquent aucune intervention du Trésor public en matière de pension.

En conséquence, la disposition en projet doit être fondamentalement revue sur ce point.

2.5. Sont également visés les membres du personnel statutaire des organismes auxquels est applicable la loi du 28 avril 1958 relative à la pension des membres du personnel de certains organismes d'intérêt public et de leurs ayants droit.

Cette loi est non seulement applicable aux organismes relevant de l'autorité fédérale mais également à certains organismes communautaires et régionaux.

En effet, en vertu de l'article 9 de la loi spéciale du 8 août 1980, précitée, les communautés et les régions ont le pouvoir de créer des personnes morales de droit public.

Les décrets doivent alors régler la compétence, le fonctionnement, la composition et le contrôle de ces organismes.

Cette disposition de la loi spéciale a toujours été interprétée comme conférant la compétence aux communautés et aux régions de fixer le statut administratif et pécuniaire des agents de ces organismes, en ce compris leur régime de pensions (1).

(1) Voir en ce sens l'arrêt de la Cour d'arbitrage n° 39/97, B.5.1.2.

Cette compétence est, par ailleurs, confirmée par l'article 1er, alinéa 3, de la loi du 28 avril 1958, précitée, qui prévoit que les entités fédérées autorisent par un décret ou une ordonnance leurs organismes à participer au régime de pension que cette loi organise, le Roi procédant ensuite à la désignation de ces organismes, sur la proposition du ministre qui a l'administration des pensions dans ses attributions.

La plupart des organismes d'intérêt public des régions et des communautés sont aujourd'hui soumis à la loi précitée du 28 avril 1958.

A lire la disposition en projet, les agents des organismes régionaux et communautaires ainsi désignés, seraient également concernés par les nouvelles mesures prises en matière de pension.

Il ressort des explications des représentants du ministre qu'en raison de leur adhésion au régime des pensions organisés par la loi du 28 avril 1958, précitée, les organismes d'intérêt public des régions et des communautés sont soumis, en vertu de l'article 2 de la même loi, à un régime de pension de retraite identique à celui des agents de l'administration générale de l'Etat.

Dès lors, toutes les mesures qui seraient prises postérieurement aux affiliations des organismes régionaux et communautaires, par le législateur fédéral à propos du régime de pensions de retraite des agents de l'administration générale de l'Etat, seraient également applicables aux organismes précités.

.../...

Par ailleurs, les représentants du ministre ont également expliqué que même si les communautés et les régions ne souhaitaient pas prolonger l'affiliation dans le cadre de la loi du 28 avril 1958, précitée, compte tenu notamment des nouvelles mesures prises par le législateur fédéral, il ne leur serait cependant pas possible d'abroger unilatéralement le décret ou l'ordonnance autorisant l'affiliation car, selon eux, celle-ci est irrévocable au vu de la désignation faite par un arrêté royal.

Cette dernière réponse des représentants du ministre n'est pas juridiquement admissible parce qu'elle revient à vider de sa substance l'article 9 de la loi spéciale du 8 août 1980 qui attribue aux entités fédérées la compétence de fixer le régime de pension des organismes qui relèvent de leur compétence.

2.6. En conclusion, l'article 2 du projet doit être fondamentalement repensé afin de respecter les règles de répartition des compétences entre l'Etat fédéral, les communautés et les régions.

Article 3

1. Cette disposition du projet détermine les conditions dans lesquelles un agent peut bénéficier d'un complément de pension lorsqu'il a exercé des fonctions contraignantes dans le secteur public.

Deux conditions doivent être remplies; d'une part l'agent doit avoir au moins 35 années de services au moment de sa mise à la retraite et d'autre part, il doit avoir

.../...

presté une fonction contraignante complète entre son 49e anniversaire et la date de prise de cours de sa pension, soit pendant au moins 10 années.

L'article 3 du projet détermine également les périodes qui sont admissibles pour le calcul des 35 ans et des 10 ans.

Sont ainsi exclues certaines périodes, alors que celles-ci sont prises en compte pour le calcul de la pension dans certains régimes.

Si le commentaire de la disposition explicite ces différentes périodes, il n'indique cependant pas pourquoi, en l'espèce, elles sont notamment exclues du calcul des 35 ans de service.

Afin de pouvoir apprécier le caractère raisonnable et proportionné de la mesure envisagée par rapport à l'objectif poursuivi, il convient d'expliquer dans le commentaire de la disposition en projet, les raisons objectives pour lesquelles ces périodes ont été écartées pour le calcul tantôt des 35 années de service tantôt des 10 années d'exercice d'une fonction contraignante.

Ainsi, il apparaît que les "périodes de pause-carrière" n'entrent pas en ligne de compte pour déterminer si les 35 années de services sont atteintes, à l'exception toutefois des périodes admissibles gratuitement pendant lesquelles "l'agent ou son conjoint habitant sous le même toit a perçu des allocations familiales pour un enfant de moins de six ans".

.../...

Le Conseil d'Etat constate une fois de plus que le commentaire de la disposition en projet n'explique pas pour quelle raison objective seule cette exception est retenue.

Il est rappelé aux auteurs du projet que, par exemple, l'interruption de carrière telle qu'elle est organisée par les articles 116 et suivants de l'arrêté royal du 19 novembre 1998 relatif aux congés et aux absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'Etat dont le congé pour soins palliatifs, est désormais un droit pour l'agent et qu'aux termes de l'article 124 du même arrêté, le congé pour interruption de la carrière, s'il n'est pas rémunéré, est toutefois assimilé à de l'activité de service.

2. L'article 3, alinéa 2, deuxième tiret, fait référence aux "périodes qui ont fait l'objet d'une régularisation".

Le commentaire des articles ne fait pas clairement apparaître ce qu'il faut entendre par "régularisation".

La formule doit être précisée.

.../...

De même, à l'alinéa 5 de la disposition, qu'entend-on exactement par les "règles normales de calcul" ?

Il y a lieu de faire référence, si possible, aux règles légales consacrant ces "règles normales de calcul" ou, à tout le moins, de les citer dans le commentaire de la disposition en projet.

Article 4

Cette disposition du projet habilite d'une part, le Roi à déterminer, par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, les fonctions qui doivent être qualifiées de "fonctions contraignantes" et d'autre part, L'autorise à "prendre toutes les mesures nécessaires pour résoudre les difficultés auxquelles donnerait lieu l'application de la présente section".

La première habilitation est excessive et ne relève pas du simple pouvoir d'exécution de la loi que l'article 108 de la Constitution confère au Roi. Il revient, en effet, au législateur de déterminer les éléments essentiels qui caractérisent le caractère contraignant d'une fonction et dont le Roi devra tenir compte lors de l'exécution de la loi.

La seconde habilitation selon laquelle le Roi "peut également, selon les mêmes modalités, prendre toutes les mesures nécessaires pour résoudre les difficultés auxquelles donnerait lieu l'application de la présente section"

.../...

n'ajoute rien au pouvoir d'exécution que la Constitution confère au Roi en son article 108.

La deuxième phrase de l'article 4 doit être omise.

En conséquence, la disposition en projet doit être fondamentalement revue.

Article 5

1. Cette disposition détermine les conditions dans lesquelles un complément de pension est accordé à l'agent en raison de son âge. Il y a lieu de justifier objectivement, dans le commentaire de la disposition en projet, pour quelle raison seuls les congés avec maintien de la rémunération sont assimilés à des services réellement prestés.

Ainsi, par exemple, aux termes de l'article 2, 3°, de la loi du 10 janvier 1974 réglant l'admissibilité de certains services et de périodes assimilées à l'activité de service pour l'octroi et le calcul des pensions à charge du Trésor public, est pris en considération tant pour l'octroi que pour le calcul de la pension de retraite, le temps pendant lequel l'agent

"a été placé, même sans recevoir de rémunération, dans une situation administrative qui est assimilée à l'activité de service en vertu du statut légal ou réglementaire qui lui est applicable."

A ce propos, il est également renvoyé à l'observation générale n° 3.

.../...

2. Il ressort du commentaire de cette disposition que

"le complément pour âge ne permettra pas de porter le montant de la pension au-delà de la limite des 3/4 du traitement de référence.".

Or, la disposition en projet ne prévoit pas explicitement une telle limite.

Selon les explications des représentants du ministre, cette règle est en réalité consacrée dans les dispositions de l'article 6, alinéa 1er, du projet.

Article 6

Il est renvoyé à l'observation générale n° 1.

En outre, il ressort du commentaire de cette disposition que

"pour les personnes qui n'ont presté que quelques années dans une fonction prise en compte à raison d'un tantième plus favorable, il sera fait abstraction de ces années en application de l'article 8, § 4, de la loi du 21 juillet 1844 sur les pensions civiles et ecclésiastiques afin de permettre l'octroi du complément pour fonction contraignante et/ou du complément pour âge, si cela s'avère plus favorable pour l'intéressé.".

Le texte en projet se présentant comme une réglementation autonome, il serait souhaitable dans un souci de sécurité juridique, que pareille dérogation soit expressé-

.../...

ment consacrée dans la disposition en projet en faisant soit une référence explicite à l'article 8, § 4, de la loi du 21 juillet 1844, précitée, soit en adoptant une règle autonome similaire à l'article 8, § 4.

Cette précision pourra éviter des divergences d'interprétation.

Observation finale à propos de la section I

La loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public a reconnu aux agents

"un droit de travailler à mi-temps pendant une période ininterrompue de cinq ans au maximum précédant la date de leur mise à la retraite anticipée ou non."

Le Conseil d'Etat se demande s'il ne s'impose pas de prendre une mesure transitoire afin de permettre aux agents soumis au régime du départ anticipé à mi-temps de bénéficier des mesures en projet.

En effet, compte tenu de l'article 3, § 2, de la loi du 10 avril 1995, précitée, une fois que l'agent a introduit sa demande de départ anticipé et a fixé la date à laquelle il souhaite être mis à la retraite, il n'est plus permis de revenir sur cette date. L'intéressé doit, en conséquence, être mis à la retraite.

.../...

Or, les dispositions de la section Ire entreront en vigueur, selon l'article 16 du projet, le 1er janvier 2001.

Il ressort des explications des représentants du ministre que les fonctionnaires qui ont sollicité leur départ anticipé à la retraite en 1996 à l'âge de 55 ans, partiront d'office à la retraite en 2001 sans pouvoir bénéficier du complément de pension.

Par contre, les agents qui introduisent leur demande de départ anticipé à la retraite en 1998 à l'âge de 58 ans pourront bénéficier notamment du complément de pension pour âge s'il part à la retraite à 63 ans.

Au vu de la nouvelle philosophie qui préside à la gestion du personnel de la fonction publique, à savoir inciter les agents à rester le plus longtemps possible en fonction, dans un souci d'équité et aussi en vue de prévenir toute discrimination, il convient que les agents soumis au régime du départ anticipé à mi-temps et prestant encore leurs activités après le 1er janvier 2001, puissent renoncer à ce régime.

Section II

Il est renvoyé aux observations générales n^{os} 1 et 2.

.../...

Article 7

1. Vu la référence faite à l'article 2 du projet, il est renvoyé aux observations formulées sous cette disposition.

2. Plusieurs réformes ont été entreprises notamment sous la précédente législature afin de diminuer le personnel militaire et inciter les militaires, soit à réduire leurs prestations à l'armée, soit à la quitter.

Parmi les mesures envisagées, il y a notamment la mise en disponibilité volontaire et ce jusqu'à la mise à la pension du militaire et le départ anticipé à mi-temps.

Ces mesures ont été assorties de garanties pour les militaires, dont notamment la prise en compte pour le calcul de leur pension des périodes de congé accordées dans le cadre de leur départ anticipé à la retraite.

Afin de ne pas mettre à néant ces mesures, le Gouvernement a soustrait du champ d'application de la section II les personnes relevant de l'arrêté royal n° 16.020 du 11 août 1923 approuvant le texte des lois coordonnées sur les pensions militaires.

Ces explications doivent clairement apparaître dans le commentaire de la disposition en projet.

.../...

3. En visant cet arrêté royal, le Gouvernement a également exclu du champ d'application de la section II du projet les gendarmes, ceux-ci étant encore soumis au régime des pensions militaires.

Pour les gendarmes, le commentaire de la disposition en projet doit également faire apparaître les raisons objectives qui justifient cette exclusion.

Article 8

1. Cette disposition donne une définition de la notion de "congé préalable à la mise à la retraite". Sont toutefois exclues de cette définition, "les périodes d'absences résultant d'un régime de départ anticipé à mi-temps dans le cadre de la redistribution du travail dans le secteur public".

Dans un souci de sécurité juridique, il y a lieu de viser expressément les dispositions légales concernées, à savoir notamment l'article 4, § 3, de la loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public.

2. Comme en ont convenu les représentants du ministre, l'hypothèse d'une réduction des activités de travail durant la période qui précède immédiatement la mise à la retraite de l'agent ne vise, en principe, que l'hypothèse d'un régime de départ anticipé à mi-temps dans le cadre de la redistribution du travail dans le secteur

.../...

public. Or, cette hypothèse est expressément exclue de la définition du "congé préalable à la mise à la retraite".

Dès lors, il n'y a pas lieu de prendre en considération pour la définition du "congé préalable à la mise à la retraite", l'hypothèse d'une réduction des activités.

La définition consacrée à l'article 8 du projet doit, en conséquence, être revue.

Article 12

Il ressort du commentaire de cette disposition que la Cour des comptes refuse qu'une pension unique à charge de l'Etat accordée sur la base de la loi du 14 avril 1965 établissant certaines relations entre les divers régimes de pensions du secteur public, soit octroyée à un ancien agent de l'Office de la Navigation ayant été transféré à la Région wallonne.

Le commentaire de cette disposition fait apparaître qu'elle comble un vide juridique et contraint la Région wallonne à supporter une quote-part de la pension des agents qui lui ont été transférés de l'Office de la Navigation à la suite de sa dissolution. Cette quote-part concerne la partie de la carrière qui a été accomplie à l'Office de la Navigation.

Toujours selon le commentaire, cette quote-part incombe à la Région car elle a succédé aux droits et obligations de l'Office de la Navigation.

.../...

Le Conseil d'Etat constate que c'est par un décret du 24 novembre 1994 que la Région wallonne a opéré unilatéralement la dissolution de l'Office de la Navigation.

L'article 2 de ce décret prévoit que

"les missions de l'Office de la navigation ainsi que les biens, les droits et les obligations y afférents reviennent à la Région wallonne."

C'est également ce décret qui a transféré les membres du personnel de l'Office de la Navigation vers le Ministère wallon de l'Equipement et des Transports.

Enfin, l'article 14 du décret a modifié l'article 7 de l'arrêté royal n° 117 du 27 février 1935 établissant le statut des pensions du personnel des établissements publics autonomes et des régies instituées par l'Etat afin de soustraire du champ d'application de cet arrêté royal l'Office de la Navigation.

La Région wallonne a, dès lors, pris l'engagement de succéder aux droits et obligations de l'Office de la Navigation et ce, à partir de la date d'entrée en vigueur du décret c'est-à-dire le 1er janvier 1995 (1).

(1) Voir à ce propos l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 décembre 1994 fixant les conditions et les modalités du transfert des missions, biens, droits et obligations de l'Office de la Navigation à la Région wallonne et l'arrêté du 22 décembre 1994 fixant la date d'entrée en vigueur des articles 1er à 14 du décret du 24 novembre 1994 portant dissolution de l'Office de la Navigation et création de l'Office de la Promotion des Voies navigables.

De même, la modification qu'elle a apportée à l'arrêté royal n° 117 du 27 février 1935, précité, est uniquement entrée en vigueur à partir du 1er janvier 1995.

En conséquence, les obligations qui incombait à l'Office de la Navigation en vertu de cet arrêté royal pour les pensions de son personnel, ont été reprises par la Région wallonne (1).

En conclusion, l'article 12 du projet excède les compétences du législateur fédéral auquel il n'appartient pas de régler par une loi l'exécution d'un décret.

Article 14

Tant le commentaire que la rédaction de l'article 75 en projet de la loi du 21 mai 1991 apportant diverses modifications à la législation relative aux pensions du secteur public sont particulièrement obscures.

(1) La modification qu'elle a apportée à l'arrêté royal n° 117 du 27 février 1935, précité, peut uniquement s'expliquer par la circonstance qu'à partir du 1er janvier 1995, les membres du personnel de l'Office de la Navigation qui lui ont été transférés, ont été soumis au même régime de pension que celui des agents du Ministère wallon de l'Equipeement et des Transports, c'est-à-dire, le régime de pension des agents de l'Etat, pris en charge par l'Etat fédéral en vertu de l'article 87, § 3, de la loi spéciale du 8 août 1980, précitée. Il n'y avait donc plus de raison de soumettre ces anciens agents de l'Office de la Navigation à l'arrêté royal n° 117 du 27 février 1935, précité.

Cette disposition doit être revue afin de la rendre plus compréhensible.

Article 15

1. Afin d'éviter toute contestation par rapport aux principes constitutionnels de l'égalité et de la non-discrimination, il convient de préciser dans le commentaire de cette disposition pour quelle raison objective le complément de pension n'est accordé qu'aux membres et au personnel administratif du Bureau fédéral du plan qui ont été recrutés par cet organisme avant le 1er janvier 1992.

2. Le Conseil d'Etat constate également que l'alinéa 1er de l'article 157 de la loi du 20 juillet 1991 portant des dispositions sociales diverses vise le personnel de maîtrise du Bureau fédéral du plan. Or, les dispositions en projet n'y font pas référence.

Qu'en est-il, dès lors, pour ces personnes ? Sont-elles comprises dans la notion de "personnel administratif statutaire" ?

Il ressort des explications des représentants du ministre que le personnel de maîtrise du Bureau fédéral du plan est compris dans la notion de "personnel administratif statutaire".

.../...

Dans un souci de cohérence de la terminologie, il serait cependant préférable d'aligner la rédaction des dispositions en projet sur celle de l'alinéa 1er de l'article 157, précité.

3. Le paragraphe 4 en projet envisage l'octroi d'un complément de pension pour les

"experts qui ont été recrutés avant le 1er janvier 1992 en vertu de l'article 10 de l'arrêté royal du 24 mai 1971 portant statut du Bureau du plan et en déterminant l'organisation et les modalités de son fonctionnement.".

L'article 10 de l'arrêté royal du 24 mai 1971, précité, n'envisage pas un recrutement au sens statutaire du terme mais plutôt une collaboration d'experts. Il y est, en effet, prévu que le Bureau du plan

"peut recourir à des commissions d'études ou à des experts dont la rétribution est fixée avec l'accord du Ministre des Affaires économiques.".

Il est, dès lors, inexact, dans la disposition en projet, de faire référence à la notion de recrutement.

Le texte en projet doit clairement indiquer la nature juridique de la relation professionnelle qui s'est établie entre ces experts et le Bureau fédéral du plan.

.../...

Article 16

Certaines dispositions du projet sont assorties d'un effet rétroactif.

Il est rappelé aux auteurs du projet que la non-rétroactivité des lois et des arrêtés réglementaires est un principe général de droit, garant des intérêts individuels et de la sécurité juridique (1).

Toutefois, cette rétroactivité est permise lorsqu'elle a pour effet de préserver les droits acquis des individus.

Il ressort des explications des représentants du ministre que la rétroactivité donnée à l'article 14 du projet rencontre ce souci.

Il en va de même pour les articles 10 et 11 du projet.

Pour ce qui concerne la rétroactivité de l'article 12 du projet, il est renvoyé à l'observation formulée sous cette disposition.

(1) Cass., 22 octobre 1970, Pas. 1971, p. 144 et concl. Min. public.

Overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de brief als volgt :

"... door de omstandigheid dat het voorontwerp in talrijke maatregelen voorziet die een correcte uitvoering van de begroting 2000 moeten garanderen zoals onder meer maatregelen in de overheidspensioenen. Om deze reden heeft de Regering trouwens beslist zich te beroepen op artikel 80 van de Grondwet teneinde voor het zomerreces van de Wetgevende Kamers de parlementaire behandeling te kunnen voltooien.

Hoewel de volledige tekst van het voorontwerp van wet u reeds vroeger toegezonden werd (document nr. L. 30.265/2), heeft de afdeling wetgeving over Hoofdstuk I van Titel II nog geen advies kunnen geven vermits het protocol dat het einde van de syndicale onderhandeling vaststelt, haar niet tijdig bereikte."

*

*

*

Algemene opmerkingen

1. De Raad van State, die verzocht is om zijn advies uit te brengen binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, is niet in staat geweest na te gaan of de

.../...

ontworpen regels in overeenstemming zijn met de grondwettelijke beginselen van gelijkheid en niet-discriminatie.

Bijgevolg staat het aan de Wetgevende Kamers om dat na te gaan, in het bijzonder wat betreft de artikelen 2 en 6 van het ontwerp, die de werkingssfeer bepalen van de nieuwe maatregelen inzake pensioenbijslagen.

2. De ontworpen nieuwe maatregelen waarbij pensioenbijslagen worden toegekend (de artikelen 3 en 5 van het ontwerp) en waarbij de perioden van verlof voorafgaand aan de pensionering niet in aanmerking worden genomen voor de berekening van het rustpensioen (artikel 9 van het ontwerp) kunnen gevolgen hebben voor het beleid van de deelgebieden.

Gelet op de werkingssfeer van die maatregelen, vallen daaronder immers de personeelsleden van de ministeries van de gemeenschappen en de gewesten, alsook bepaalde personeelsleden van de instellingen van openbaar nut die onder die deelgebieden ressorteren.

2.1. Doordat de ambtenaren er door middel van daartoe verleende pensioenbijslagen toe aangezet worden om hun openbare functie tot de leeftijd van 65 jaar te blijven uitoefenen, zullen de gemeenschappen en de gewesten, budgettair gesproken, een grotere loonsom moeten dragen.

De bijzondere wet van 27 april 1994 tot instelling van een responsabiliseringsbijdrage ten laste van sommige werkgevers van de openbare sector bepaalt inzonderheid dat

.../...

de basisresponsabiliseringsbijdrage eigen aan elke overheid, dat wil zeggen de Staat, de gemeenschappen en de gewesten, bepaald wordt op grond van de loonsom van het personeel van de betrokken overheid.

Zoals de gemachtigde van de minister heeft uitgelegd, zullen de nieuwe maatregelen verscheidene gevolgen hebben voor de loonsom van de deelgebieden en zal het responsabiliseringsmechanisme inzake rustpensioenen later worden herzien.

2.2. Wat Titel II, Hoofdstuk I, Afdeling II, van de ontworpen wet betreft, staat in de commentaar overigens te lezen dat verscheidene overheden maatregelen hebben getroffen houdende organisatie van "verloven voorafgaand aan de opruststelling".

Zulke maatregelen zijn onder andere getroffen voor militairen, onderwijskrachten, brandweerlieden en personeelsleden van bepaalde instellingen van openbaar nut van de gemeenschappen en de gewesten.

De deelgebieden hebben in deze materie regels opgesteld omdat zij bevoegd zijn voor de regels van het administratief statuut van hun personeel.

Zij hebben inzonderheid zulk een verlof toegekend aan personeelsleden aan wie fysiek belastende taken zijn opgelegd maar deze wegens hun leeftijd of om medische redenen niet meer kunnen verrichten.

.../...

De ontworpen bepalingen hebben tot gevolg dat de toepassing van die "vervroegde uittredingen" wordt ontraden, aangezien "het verlof voorafgaand aan de opruststelling ... niet meer in aanmerking zal worden genomen voor het recht op en de berekening van het pensioen".

Er behoort evenwel te worden benadrukt dat die verloven voorafgaand aan het pensioen die door de gemeenschappen en de gewesten georganiseerd zijn, goedgekeurd zijn door de federale overheid op grond van artikel 42 van het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes.

Krachtens dat artikel is voor de bepalingen van het statuut die de afwezige ambtenaren in een administratieve stand plaatsen met recht op wedde, bevordering tot een hogere wedde, administratieve anciënniteit of loopbaan-aanspraken, vooraf de goedkeuring van de inzake pensioenen bevoegde federale overheid vereist.

Zonder die goedkeuring kunnen de deelgebieden zulke maatregelen niet treffen.

2.3. De federale Staat blijft bevoegd voor het bepalen van de pensioenregeling van niet alleen alle personeelsleden die onder de federale overheid ressorteren, maar ook van het personeel van de besturen van de gemeenschappen en de gewesten. Er behoort evenwel te worden benadrukt dat de ontworpen maatregelen gevolgen zullen hebben voor de gemeenschappen en de gewesten en dat ze die ertoe kunnen dwingen af te stappen van het beleid op het

.../...

stuk van het beheer van hun vastbenoemd personeel, waarbij inzonderheid gebruik wordt gemaakt van verschillende regelingen van verlof voorafgaand aan de pensionering.

Hoewel de ontworpen maatregel alleen toepasselijk wordt gemaakt op perioden van verlof voorafgaand aan pensioneringen nà 1 januari 2010 (artikel 9 van het ontwerp), wordt de aandacht van de Regering en van de Wetgevende Kamers desondanks gevestigd op de omstandigheid dat het Arbitragehof de evenredigheid (1) nagaat wanneer het over bevoegdheidsconflicten uitspraak dient te doen.

Zo heeft het Arbitragehof in verscheidene arresten geoordeeld dat de decreetgever en de ordonnantiegever, ook wanneer zij alleen aangelegenheden regelen die aan de deelgebieden zijn toevertrouwd, de uitvoering van federale bevoegdheden niet onmogelijk of buitengewoon moeilijk mogen maken, terwijl dezelfde redenering geldt voor de initiatieven van de federale overheid ten opzichte van de beleidsdomeinen die aan de deelgebieden zijn toevertrouwd.

Ook in dit verband is de Raad van State, binnen de hem toegemeten termijn van drie dagen, niet in staat geweest die evenredigheidstoetsing preventief uit te voeren.

(1) A. Alen, "Handboek van het Belgisch Staatsrecht", 1995, Kluwer rechtswetenschappen, nr. 368, blz. 344-345; M. Uyttendaele, "Regards sur un système institutionnel paradoxal - Précis de droit public belge", 1997, Bruylant, blz. 931-932.

3. Door diezelfde beperkte termijn is het de Raad van State evenmin mogelijk geweest na te gaan in welke mate andere wetteksten in verband met de pensioenstelsels in de openbare sector zouden moeten worden aangepast in het licht van de ontworpen maatregelen.

Bijgevolg staat het aan de stellers van het ontwerp om na te gaan of de nieuwe maatregelen passen in en een samenhangend geheel vormen met de bestaande rechtsordening.

Bijzondere opmerkingen

Dispositief

Artikel 2

1. In antwoord op de vraag of ook militairen en rijkswachters in aanmerking komen voor de pensioenbijslag, heeft de gemachtigde van de minister uitgelegd dat, hoewel die personen eveneens een rustpensioen ten laste van de Openbare Schatkist ontvangen, zij niet binnen de werkingssfeer van dit ontwerp vallen.

Die personeelsleden hebben immers geen volledige loopbaan tot de leeftijd van 65 jaar, aangezien zij doorgaans vroeger gepensioneerd worden.

In de commentaar bij artikel 2 van het ontwerp zou uitdrukkelijk moeten worden vermeld om welke objectieve redenen die beide personeelscategorieën niet in aanmerking

.../...

komen voor de pensioenbijslagen hoewel ze functies vervullen die als zwaar kunnen worden beschouwd.

2. Krachtens het ontworpen onderdeel 2°, a) is de in het ontwerp vervatte regeling inzake pensioenbijslagen van toepassing op de vastbenoemde personeelsleden "van de provincies, de gemeenten, de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, de verenigingen van gemeenten en de gemeenschapscommissies".

2.1. Wat het vastbenoemd personeel van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn betreft, dient artikel 5, § 1, II, onderdeel 2°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen in acht te worden genomen.

Naar luid van die bepaling zijn bepaalde aangelegenheden die geregeld zijn bij de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn aan de gemeenschappen toevertrouwd, terwijl andere aangelegenheden, vermeld in de artikelen 1 en 2, alsook in de hoofdstukken IV, V en VII van diezelfde wet, een bevoegdheid van de federale wetgever gebleven zijn.

Artikel 42, negende lid, van de voormelde wet van 8 juli 1976 luidt als volgt :

"De wet van 25 april 1933 betreffende de pensioenregeling van het gemeentepersoneel is van toepassing op de personeelsleden van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn."

.../...

Die bepaling maakt echter deel uit van Hoofdstuk III van de voormelde wet van 8 juli 1976, welk hoofdstuk onder de bevoegdheid van de gemeenschappen valt.

Bijgevolg staat het niet langer aan de federale wetgever om zich te mengen in de pensioenregeling voor het vastbenoemd personeel van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn (1).

Bijgevolg kan de ontworpen bepaling geen betrekking hebben op dat personeel.

2.2. Een soortgelijke opmerking kan worden gemaakt voor het vastbenoemd personeel van de verenigingen van gemeenten. Naar luid van artikel 6, § 1, VIII, van de voormelde bijzondere wet van 8 augustus 1980 zijn de gewesten immers bevoegd voor het bepalen van de regels die voor de verenigingen van provincies en gemeenten tot nut van het algemeen gelden.

Aangezien de bijzondere wet geen enkele uitzondering bevat waarbij alleen de federale overheid bevoegd wordt

(1) Hierbij wordt erop gewezen dat zowel het Waals Gewest, dat bevoegd is krachtens het decreet van 22 juli 1993 (II) betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, als de Duitstalige Gemeenschap decreten hebben uitgevaardigd tot wijziging van onder meer artikel 42, negende lid, van de voormelde wet van 8 juli 1976 (zie in die zin het decreet van het Waals Gewest van 2 april 1998 - Belgisch Staatsblad van 28 april 1998, en het decreet van de Duitstalige Gemeenschap van 2 mei 1995 - Belgisch Staatsblad van 30 december 1995).

verklaard voor het vaststellen van inzonderheid de pensioenregeling van het vastbenoemd personeel van de intercommunales, dient te worden erkend dat de gewesten voor deze aangelegenheid bevoegd zijn.

Bijgevolg moet ook het vastbenoemd personeel van de intercommunales uit de werkingssfeer van de ontworpen bepaling worden gelicht.

2.3. Wat het vastbenoemd personeel van de gemeenschapscommissies betreft, dient een onderscheid te worden gemaakt.

- a) Met toepassing van het decreet van 22 juli 1993 (III) tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie is artikel 87 van de voormelde bijzondere wet van 8 augustus 1980 toepasselijk verklaard op de Franse Gemeenschapscommissie.

Zulks betekent dat voor het personeel van de Franse Gemeenschap dat naar die commissie is overgeheveld, inzonderheid de beginselen van het voormelde artikel 87, § 3, blijven gelden, naar luid van welk artikel het aan de Franse Gemeenschapscommissie staat om de regeling vast te stellen die betrekking heeft op het administratief en geldelijk statuut, met uitzondering van de pensioenregeling.

Wat de pensioenregeling betreft, blijven voor die personeelsleden de wettelijke en rechtspositionele

.../...

regels gelden die van toepassing zijn op het vast-benoemd, het tijdelijk en het hulppersoneel van de Staat.

Voor die overgehevelde personeelsleden kunnen de nieuwe maatregelen gelden die door de ontworpen wet in het vooruitzicht worden gesteld. Zij zijn echter reeds begrepen in onderdeel 1° van artikel 2 van het ontwerp, waarbij de nieuwe maatregelen van toepassing worden verklaard op "de rustpensioenen ten laste van de Openbare Schatkist".

- b) Sommige personeelsleden van de Franse Gemeenschaps-commissie zijn echter naar die Commissie overgeheveld krachtens artikel 79, § 2, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, wat de personeelsleden van de cultuurcommissies betreft, of krachtens artikel 79bis van diezelfde bijzondere wet, wat de personeelsleden van de voormalige provincie Brabant betreft.

Die overhevelingen zijn vergezeld gegaan van garanties inzake pensioenen.

Voor de personeelsleden van de voormalige cultuurcommissies verwijst artikel 79, § 2, tweede lid, van de voormelde bijzondere wet van 12 januari 1989 naar artikel 56, derde tot zevende lid van diezelfde wet, waarbij voor die personeelsleden een pensioenbedrag wordt gewaarborgd.

.../...

Voor de voormalige personeelsleden van de provincie Brabant dient te worden verwezen naar artikel 92bis, § 4quater, vijfde lid, van de voormelde bijzondere wet van 8 augustus 1980, waarin staat dat een samenwerkingsakkoord moet worden gesloten.

Voor deze beide personeelscategorieën is het de Franse Gemeenschapscommissie die overeenkomstig artikel 79, § 1, van de voormelde bijzondere wet van 12 januari 1989 het administratief en geldelijk statuut moet vaststellen, zulks met inbegrip van de pensioenregeling en met inachtneming van de garanties die hen in het kader van hun overheveling zijn toegekend.

- c) Dezelfde redenering geldt voor het vastbenoemd personeel van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en voor dat van de Vlaamse Gemeenschapscommissie, op welk personeel artikel 87, § 3, van de voormelde bijzondere wet van 8 augustus 1980 niet toepasselijk is verklaard.

2.4. Uit wat voorafgaat, volgt dat, aangezien de gemeenschapscommissies bevoegd zijn voor de pensioenregeling van hun vastbenoemd personeel, het niet aan de federale wetgever staat om de ontworpen nieuwe maatregelen aan die commissies op te leggen, tenzij voor de vastbenoemde personeelsleden van de Franse Gemeenschapscommissie die naar die Commissie zijn overgeheveld door de Franse Gemeenschap en van het onderwijzend personeel dat door de voormalige provincie Brabant is overgeheveld (1).

(1) Wat de onderwijskrachten betreft, staat in artikel 127, § 1, eerste lid, onderdeel 2°, c), van de Grondwet dat de federale wetgever bevoegd is hun pensioenregeling te bepalen.

Uit de uitleg van de gemachtigde van de minister blijkt dat de Franse Gemeenschapscommissie voor bepaalde categorieën van haar personeel voor een eigen regeling heeft geopteerd door met OMOB een akkoord te sluiten. De Vlaamse Gemeenschapscommissie, harerzijds, heeft zich aangesloten bij de pensioenregeling van de plaatselijke overheden.

Voor deze regelingen is geen bijdrage van de Openbare Schatkist vereist inzake pensioenen.

Bijgevolg dient de ontworpen bepaling op dat punt grondig te worden herzien.

2.5. Deze bepaling is eveneens van toepassing op de vastbenoemde leden van het personeel van de instellingen waarop de wet van 28 april 1958 betreffende het pensioen van het personeel van zekere organismen van openbaar nut alsmede van hun rechthebbenden, van toepassing is.

Deze wet geldt niet alleen voor de instellingen die ressorteren onder de federale overheid, maar eveneens voor bepaalde instellingen van de gemeenschappen en gewesten.

Krachtens artikel 9 van de voormelde bijzondere wet van 9 augustus 1980 zijn de gemeenschappen en de gewesten immers bevoegd om publiekrechtelijke rechtspersonen op te richten.

Bij decreet dienen derhalve de bevoegdheid, de werking en de samenstelling van die instellingen en het toezicht erop te worden geregeld.

.../...

Deze bepaling van de bijzondere wet is altijd in die zin uitgelegd geweest dat ze aan de gemeenschappen en de gewesten de bevoegdheid verleent om de administratieve rechtspositie en de bezoldigingsregeling van het personeel van die instellingen, met inbegrip van de pensioenregeling, vast te stellen (1).

Die bevoegdheid wordt trouwens bevestigd door artikel 1, derde lid, van de voormelde wet van 28 april 1958, dat bepaalt dat de deelgebieden door een decreet of een ordonnantie hun instellingen machtigen om deel te nemen aan de pensioenregeling die bij die wet is georganiseerd, waarna de Koning deze instellingen aanwijst op de voordracht van de minister tot wiens bevoegdheid de administratie der pensioenen behoort.

De meeste instellingen van openbaar nut van de gemeenschappen en de gewesten zijn thans onderworpen aan de voornoemde wet van 28 april 1958.

Bij het lezen van de ontworpen bepaling ontstaat de indruk dat de nieuwe maatregelen inzake pensioenen eveneens van toepassing zijn op de personeelsleden van de instellingen van de gewesten en de gemeenschappen.

Uit de uitleg van de gemachtigden van de minister blijkt dat voor de instellingen van openbaar nut van de gemeenschappen en de gewesten, doordat ze toegetreden zijn

(1) Zie in die zin arrest nr. 39/97 van het Arbitragehof, B.5.1.2.

tot de door de voormelde wet van 28 april 1958 ingestelde pensioenregeling, krachtens artikel 2 van dezelfde wet, dezelfde regeling inzake rustpensioenen als voor het personeel van het Algemeen Rijksbestuur geldt.

Alle maatregelen die de federale overheid inzake rustpensioenen van het personeel van het Algemeen Rijksbestuur zou nemen na de toetredingen van de instellingen van de gemeenschappen en gewesten, zouden derhalve eveneens op die instellingen van toepassing zijn.

De vertegenwoordigers van de minister hebben er voorts eveneens op gewezen dat de gemeenschappen en gewesten, zelfs als ze de toetreding in het kader van de voormelde wet van 28 april 1958 niet wensen te verlengen, inzonderheid gelet op de nieuwe maatregelen van de federale wetgever, ze toch niet eenzijdig het decreet of de ordonantie kunnen opheffen waarbij ze gemachtigd worden om toe te treden, omdat volgens hen die toetreding niet kan worden herroepen wegens de aanwijzing bij koninklijk besluit.

Dat laatste antwoord van de gemachtigden van de minister is juridisch niet aanvaardbaar omdat daardoor artikel 9 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 uitgehouden wordt, waarbij aan de deelgebieden de bevoegdheid wordt verleend om de pensioenregeling vast te stellen van de instellingen die onder hun bevoegdheid vallen.

2.6. De conclusie is dat artikel 2 van het ontwerp grondig moet worden herdacht om de regels inzake de verdeling van de bevoegdheden tussen de federale overheid, de gemeenschappen en de gewesten in acht te nemen.

.../...

Artikel 3

1. Deze bepaling van het ontwerp geeft de voorwaarden aan waaronder een personeelslid aanspraak kan maken op een pensioenbijslag wanneer het in de overheidssector een belastende functie uitgeoefend heeft.

Twee voorwaarden dienen te worden vervuld; enerzijds dient het personeelslid ten minste 35 jaar dienst tellen op het ogenblik van zijn pensionering en anderzijds dient het een voltijdse belastende functie te hebben uitgeoefend te rekenen van zijn 49ste verjaardag tot de datum waarop zijn pensioen ingaat, dit is gedurende ten minste 10 jaar.

Artikel 3 van het ontwerp bepaalt eveneens de periodes die in aanmerking worden genomen voor de berekening van die 35 jaar en die 10 jaar.

Zo worden bepaalde periodes uitgesloten, terwijl ze in andere regelingen in aanmerking worden genomen voor de berekening van het pensioen.

Al worden die verschillende periodes in de commentaar bij deze bepaling geëxpliciteerd, er wordt echter niet in aangegeven om welke reden ze in het onderhavige geval inzonderheid voor de berekening van de 35 jaar dienst uitgesloten worden.

Om te kunnen nagaan of de overwogen maatregel redelijk is en evenredig met het nagestreefde doel, dient in

.../...

de commentaar bij de ontworpen bepaling te worden uitgelegd om welke objectieve redenen met die periodes geen rekening gehouden is bij de berekening, ofwel van de 35 jaar dienst, ofwel van de 10 jaar dienst, in een belastende functie.

Zo blijkt dat de "periodes van loopbaanonderbreking" niet in aanmerking komen om te bepalen of de 35 jaar dienst bereikt zijn, met uitzondering evenwel van de in aanmerking genomen onbezoldigde periodes waarvoor "het personeelslid of zijn echtgenoot die onder hetzelfde dak woont, kinderbijslag ontvangen heeft voor een kind van minder dan zes jaar".

De Raad van State stelt eens te meer vast dat in de commentaar bij de ontworpen bepaling niet uitgelegd wordt om welke objectieve reden alleen die uitzondering geldt.

De stellers van het ontwerp worden erop gewezen dat bijvoorbeeld de loopbaanonderbreking zoals ze ingesteld wordt door de artikelen 116 en volgende van het koninklijk besluit van 19 november 1998 betreffende de verloven en afwezigheden toegestaan aan de personeelsleden van de rijksbesturen, waaronder het verlof om palliatieve zorg te verlenen, voortaan een recht is voor het personeelslid en dat luidens artikel 124 van hetzelfde besluit het verlof voor loopbaanonderbreking niet bezoldigd is, maar niettemin gelijkgesteld wordt met een periode van dienstactiviteit.

.../...

2. In artikel 3, tweede lid, tweede streepje, is er sprake van "de perioden die geregulariseerd werden".

Uit de commentaar bij de artikelen blijkt niet duidelijk wat dient te worden verstaan onder "geregulariseerd".

De formulering dient te worden verduidelijkt.

Evenzo rijst de vraag wat in het vijfde lid van de bepaling dient te worden verstaan onder de "normale berekeningsregels" ?

Indien mogelijk dient te worden verwezen naar de wettelijke regels waarbij die "normale berekeningsregels" worden vastgelegd of dienen die op zijn minst in de commentaar bij de ontworpen bepaling te worden vermeld.

Artikel 4

Deze bepaling van het ontwerp machtigt de Koning enerzijds om bij in Ministerraad overlegd besluit te bepalen welke functies "als belastende functies" moeten worden beschouwd en anderzijds om "alle maatregelen (te) treffen die nodig zijn om de moeilijkheden op te lossen die zouden rijzen bij de toepassing van deze afdeling".

De eerste machtiging gaat te ver en valt niet onder de bij artikel 108 van de Grondwet aan de Koning verleende loutere bevoegdheid om de wet uit te voeren. Het staat

.../...

immers aan de wetgever de hoofdkenmerken van een belastende functie te bepalen, en met deze hoofdkenmerken dient de Koning rekening te houden bij de uitvoering van de wet.

De tweede machtiging luidens welke de Koning "(...) eveneens, volgens dezelfde nadere regels, alle maatregelen (mag) treffen die nodig zijn om de moeilijkheden op te lossen die zouden rijzen bij de toepassing van deze afdeling" houdt niets nieuws in ten opzichte van de bij artikel 108 van de Grondwet aan de Koning verleende bevoegdheid om de wet uit te voeren.

De tweede zin van artikel 4 dient te vervallen.

De ontworpen bepaling dient bijgevolg grondig te worden herzien.

Artikel 5

1. In deze bepaling worden de voorwaarden aangegeven waaronder aan een personeelslid op grond van zijn leeftijd een pensioenbijslag wordt toegekend. In de commentaar bij de ontworpen bepaling dient te worden aangegeven om welke objectieve reden alleen de verloven met behoud van bezoldiging gelijkgesteld worden met werkelijk verrichte diensten.

Zo bijvoorbeeld wordt luidens artikel 2, 3°, van de wet van 10 januari 1974 tot regeling van de inaanmerkingneming van bepaalde diensten en van met

.../...

dienstactiviteit gelijkgestelde perioden voor het toekennen en berekenen van pensioenen ten laste van de Staatskas, zowel voor de toekenning als voor de berekening van het rustpensioen de tijd in aanmerking genomen gedurende welke de betrokkene :

"zelfs onbezoldigd in een administratieve toestand is geplaatst die krachtens zijn wettelijk of reglementair statuut met dienstactiviteit is gelijkgesteld."

In dit verband wordt eveneens verwezen naar algemene opmerking nr. 3.

2. Uit de commentaar bij deze bepaling blijkt dat

"... dit complement wegens leeftijd (...) het pensioenbedrag evenwel niet (kan) opvoeren tot boven de grens van 3/4 van de referentiewedde."

De ontworpen bepaling voorziet evenwel niet expliciet in zodanige grens.

Volgens de uitleg van de gemachtigden van de minister wordt deze regel in feite vastgelegd in de bepalingen van artikel 6, eerste lid, van het ontwerp.

Artikel 6

Er wordt verwezen naar algemene opmerking nr. 1.

.../...

Uit de commentaar bij deze bepaling blijkt bovendien dat

"voor personen die slechts enkele jaren gepresteerd hebben in een functie die op basis van een voordeliger tantième in aanmerking genomen wordt, (...) deze jaren, met toepassing van artikel 8, § 4, van de wet van 21 juli 1844 op de burgerlijke en kerkelijke pensioenen, buiten beschouwing gelaten (zullen) worden om de toekenning van het complement voor een belastende functie en/of van het complement wegens leeftijd mogelijk te maken indien dit voordeliger blijkt voor de betrokkene.".

Doordat de ontworpen regeling een op zich staande regeling is, is het omwille van de rechtszekerheid wenselijk een dergelijke afwijking uitdrukkelijk vast te leggen in de ontworpen bepaling, ofwel door uitdrukkelijk te verwijzen naar artikel 8, § 4, van de voormelde wet van 28 juli 1844, ofwel door dezelfde op zich staande regeling als in artikel 8, § 4, uit te vaardigen.

Met deze verduidelijking kunnen uiteenlopende interpretaties worden voorkomen.

Slotopmerking in verband met afdeling I

De wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de openbare sector heeft aan het personeel

"het recht (toegekend) om gedurende een ononderbroken periode van maximaal vijf jaar voorafgaand aan de datum van hun al dan niet vervroegde opruststelling halftijds te werken.".

.../...

De Raad van State vraagt zich af of het niet nodig is een overgangsmaatregel te treffen opdat personeelsleden voor wie de regeling van halftijdse vervroegde uittreding geldt de ontworpen maatregelen kunnen genieten.

Overeenkomstig artikel 3, § 2, van de voormelde wet van 10 april 1995 is het immers niet meer mogelijk terug te komen op de datum waarop het personeelslid gepensioneerd wenst te worden, nadat het een aanvraag om vervroegd vertrek ingediend heeft en die datum vastgesteld heeft. De betrokkene dient derhalve te worden gepensioneerd.

De bepalingen van afdeling I treden volgens artikel 16 van het ontwerp in werking op 1 januari 2001.

Uit de uitleg van de vertegenwoordigers van de minister blijkt dat ambtenaren die in 1996, op de leeftijd van 55 jaar, verzocht hebben om vervroegde pensionering, in 2001 ambtshalve met pensioen gaan zonder dat ze een pensioenbijslag kunnen genieten.

Ambtenaren daarentegen die in 1998, op de leeftijd van 58 jaar, vervroegde pensionering hebben aangevraagd, zullen onder meer een pensioenbijslag wegens leeftijd kunnen genieten als ze op 63-jarige leeftijd met pensioen gaan.

In het licht van de nieuwe filosofie die ten grondslag ligt aan het personeelsbeleid bij de overheid, namelijk, om redenen van billijkheid en om iedere ongelijke behandeling te voorkomen, ambtenaren ertoe aanzetten zo lang mogelijk in dienst te blijven, dient de mogelijkheid geboden

.../...

te worden aan ambtenaren die gebruik maken van de halftijdse vervroegde uittreding en die nog werkzaam zijn na 1 januari 2001, om van die regeling af te zien.

Afdeling II

Verwezen wordt naar de algemene opmerkingen 1 en 2.

Artikel 7

1. Gezien de verwijzing naar artikel 2 van het ontwerp, wordt verwezen naar de opmerkingen die bij die bepaling zijn gemaakt.

2. Onder meer tijdens de vorige kabinetsperiode, zijn verscheidene hervormingen op stapel gezet om het militair personeel te verminderen en de militairen ertoe aan te zetten ofwel minder prestaties te verrichten bij het leger, ofwel het leger te verlaten.

Tot de geplande maatregelen behoren onder meer vrijwillige indisponibiliteitstelling tot aan de pensionering van de militair en halftijdse vervroegde uittreding.

Die maatregelen zijn gepaard gegaan met waarborgen voor de militairen, zoals onder meer dat verlofperiodes die in het kader van hun vervroegde pensionering zijn toegekend, in aanmerking genomen worden voor de berekening van hun pensioen.

.../...

Om te voorkomen dat die maatregelen teniet worden gedaan, heeft de Regering de personen die onder de toepassing vallen van het koninklijk besluit nr. 16.020 van 11 augustus 1923 tot goedkeuring van de tekst van de samengeordende wetten op de militaire pensioenen, uit de werkingssfeer van afdeling II gehaald.

Die uitleg moet duidelijk blijken uit de commentaar op de ontworpen bepaling.

3. Door naar dat koninklijk besluit te verwijzen, heeft de Regering ook de rijkswachters uitgesloten van de werkingssfeer van afdeling II van het ontwerp, terwijl de regeling van de militaire pensioenen nog op hen van toepassing is.

Ook voor de rijkswachters moet uit de commentaar op de ontworpen bepaling blijken welke objectieve redenen die uitsluiting rechtvaardigen.

Artikel 8

1. Deze bepaling geeft een definitie van het begrip "verlof voorafgaand aan de opruststelling". Vallen evenwel niet onder die definitie "de perioden van afwezigheid ten gevolge van een stelsel van halftijdse vervroegde uittreding in het kader van de herverdeling van de arbeid in de openbare sector".

.../...

Ter wille van de rechtszekerheid behoren de betrokken wetsbepalingen uitdrukkelijk te worden vermeld, te weten inzonderheid artikel 4, § 3, van de wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de openbare sector.

2. De vertegenwoordigers van de minister zijn het erover eens dat het in het geval van een vermindering van de arbeidsprestaties tijdens de periode die aan de pensionering van het personeelslid onmiddellijk voorafgaat, in principe enkel gaat om het geval van een systeem van halftijdse vervroegde uittreding in het kader van de herverdeling van de arbeid in de openbare sector. Dat geval wordt echter uitdrukkelijk uitgesloten van de definitie van "verlof voorafgaand aan de opruststelling".

Er is dan ook geen reden om voor de definitie van "verlof voorafgaand aan de opruststelling" rekening te houden met het geval van een vermindering van de arbeidsprestaties.

De definitie in artikel 8 van het ontwerp moet bijgevolg worden herzien.

Artikel 12

Uit de commentaar op deze bepaling blijkt dat het Rekenhof weigert dat een enig pensioen ten laste van de Staat, toegestaan op grond van de wet van 14 april 1965 tot

.../...

vaststelling van een zeker verband tussen de onderscheiden pensioenregelingen van de openbare sector, toegekend wordt aan een gewezen personeelslid van de "Office de la Navigation" dat overgeheveld is naar het Waals Gewest.

In de commentaar op deze bepaling staat dat ze een juridische leemte opvult en het Waals Gewest ertoe dwingt een gedeelte van het pensioen van het personeel dat van de "Office de la Navigation" naar het Waals Gewest is overgeheveld als gevolg van de ontbinding van deze dienst, ten laste te nemen. Dat aandeel betreft het gedeelte van de loopbaan dat vervuld is bij de "Office de la Navigation".

Dat aandeel valt, nog steeds volgens de commentaar, ten laste van het Gewest omdat het Gewest in de rechten en plichten is getreden van de "Office de la Navigation".

De Raad van State stelt vast dat het Waals Gewest de "Office de la Navigation" eenzijdig ontbonden heeft bij een decreet van 24 november 1994.

Artikel 2 van dat decreet bepaalt het volgende :

"De opdrachten van de "Office de la navigation", alsook de eraan verbonden goederen, rechten en plichten komen aan het Waalse Gewest toe."

Ook de overheveling van de personeelsleden van de "Office de la Navigation" naar het Waals Ministerie van Uitrusting en Vervoer is bij dat decreet geschied.

.../...

Artikel 14 van dat decreet ten slotte heeft artikel 7 gewijzigd van het koninklijk besluit nr. 117 van 27 februari 1935 tot vaststelling van het statuut der pensioenen van het personeel der zelfstandige openbare inrichtingen en der regieën ingesteld door de Staat, om de "Office de la Navigation" uit de werkingssfeer van dat koninklijk besluit te halen.

Het Waals Gewest heeft bijgevolg de verbintenis aangegaan om in de rechten en plichten van de "Office de la Navigation" te treden, met ingang van de datum van inwerkingtreding van het decreet, namelijk 1 januari 1995 (1).

Zo ook is de wijziging die het heeft aangebracht in het genoemde koninklijk besluit nr. 117 van 27 februari 1935 pas vanaf 1 januari 1995 van kracht geworden.

(1) Zie wat dat betreft het besluit van de Waalse Regering van 22 december 1994 tot vaststelling van de voorwaarden en wijzen van de overdracht van de opdrachten, eigendommen, rechten en plichten van de "Office de la Navigation" (Dienst voor de Scheepvaart) aan het Waalse Gewest en het besluit van 22 december 1994 tot vaststelling van de datum van inkrachttreding van de artikelen 1 tot 14 van het decreet van 24 november 1994 houdende ontbinding van de "Office de la Navigation" (Dienst voor de Scheepvaart) en oprichting van de "Office de la Promotion des Voies navigables" (Dienst voor de Bevordering van de Scheepvaartwegen).

De verplichtingen die krachtens dat koninklijk besluit op de "Office de la Navigation" rustten met betrekking tot de pensioenen van zijn personeel, zijn bijgevolg overgenomen door het Waals Gewest (1).

Het besluit is dan ook dat de federale wetgever in artikel 12 van het ontwerp zijn bevoegdheden te buiten gaat, aangezien hij niet gerechtigd is om bij een wet de tenuitvoerlegging van een decreet te regelen.

Artikel 14

Zowel de commentaar op, als de redactie van het ontworpen artikel 75 van de wet van 21 mei 1991 houdende diverse wijzigingen aan de wetgeving betreffende de pensioenen van de openbare sector zijn bijzonder onduidelijk.

Deze bepaling moet duidelijker worden gesteld.

-
- (1) De wijziging die het heeft aangebracht in het genoemde koninklijk besluit nr. 117 van 27 februari 1935, kan enkel verklaard worden door de omstandigheid dat met ingang van 1 januari 1995, op de personeelsleden van de "Office de la Navigation" die naar het Gewest waren overgeheveld, dezelfde pensioenregeling van toepassing is verklaard als die van het personeel van het Waals Ministerie van Uitrusting en Vervoer, dat wil zeggen de pensioenregeling van het Rijkspersoneel, dat krachtens artikel 87, § 3, van de genoemde bijzondere wet van 8 augustus 1980, ten laste valt van de federale Staat. Er was dus geen grond meer om het genoemde koninklijk besluit nr. 117 van 27 februari 1935 van toepassing te verklaren op die gewezen personeelsleden van de "Office de la Navigation".

.../...

Artikel 15

1. Om iedere betwisting in verband met de grondwettelijke beginselen van gelijkheid en non-discriminatie te voorkomen, dient in de commentaar op deze bepaling te worden aangegeven om welke objectieve reden de pensioenbijslag alleen wordt toegekend aan de leden en het administratief personeel van het Federaal Planbureau die vóór 1 januari 1992 door die instelling zijn aangeworven.

2. De Raad van State stelt ook vast dat het eerste lid van artikel 157 van de wet van 20 juli 1991 houdende sociale en diverse bepalingen betrekking heeft op het meesterpersoneel van het Federaal Planbureau. In de ontworpen bepalingen wordt dat personeel echter niet genoemd.

Hoe zit het met die personen ? Vallen ze onder het begrip "vastbenoemd administratief personeel" ?

Uit de uitleg van de vertegenwoordigers van de minister blijkt dat het meesterpersoneel van het Federaal Planbureau onder het begrip "vastbenoemd administratief personeel" valt.

Ter wille van de terminologische samenhang zou het echter verkieslijk zijn de redactie van de ontworpen bepalingen af te stemmen op die van het eerste lid van het genoemde artikel 157.

.../...

3. In de ontworpen paragraaf 4 is er sprake van de toekenning van een pensioenbijslag aan de

"vóór 1 januari 1992 krachtens artikel 10 van het koninklijk besluit van 24 mei 1971 houdende statuut, organisatie en werkingsmodaliteiten van het Planbureau, aangeworven experts."

In artikel 10 van het genoemde koninklijk besluit van 24 mei 1971 is er geen sprake van aanwerving in rechtspositioneel verband, maar veeleer van samenwerking van experts. Er staat immers dat het Planbureau

"(een) beroep (kan) doen op studietoelagen of experts waarvan de bezoldiging wordt vastgesteld, in akkoord met de Minister van Economische Zaken."

Het gebruik van het begrip aanwerving in de ontworpen bepaling is dan ook verkeerd.

In de ontworpen regeling moet duidelijk worden aangegeven wat het rechtskarakter is van de werkrelatie die ontstaan is tussen die experts en het Federaal Planbureau.

Artikel 16

Sommige bepalingen van het ontwerp werken terug.

De stellers van het ontwerp wordt erop gewezen dat de niet-terugwerkende kracht van wetten en verordeningbesluiten een algemeen rechtsbeginsel is dat de individuele belangen en de rechtszekerheid waarborgt (1).

(1) Cass., 22 oktober 1970, Pas. 1971, blz. 144 en conclusie openbaar ministerie

Die terugwerking is evenwel geoorloofd wanneer ze ertoe strekt verworven rechten van individuen te waarborgen.

Uit de uitleg van de vertegenwoordigers van de minister blijkt dat zulks de bedoeling is van de terugwerking verleend aan artikel 14 van het ontwerp.

Dat geldt ook voor de artikelen 10 en 11 van het ontwerp.

Wat de terugwerking van artikel 12 van het ontwerp betreft, wordt verwezen naar de opmerking gemaakt bij die bepaling.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

Y. KREINS,

conseiller d'Etat, président,
staatsraad, voorzitter,

P. LIENARDY,
P. QUERTAINMONT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

P. GOTHOT,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

J. van COMPERNOLLE,

Madame
Mevrouw

B. VIGNERON,

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté par
Mme P. VANDERNACHT, auditeur. La
note du Bureau de coordination a
été rédigée et exposée par
M. P. BROUWERS, référendaire.

Het verslag werd uitgebracht
door de Mevr. P. VANDERNACHT,
auditeur. De nota van het
Coördinatiebureau werd opgesteld
en toegelicht door de
H. P. BROUWERS, referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néerlandaise
a été vérifiée sous le contrôle
de M. J.-J. STRYCKMANS, premier
président.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. J.-J. STRYCKMANS, eerste
voorzitter.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

Y. KREINS